

Mercredi 31 mars 2021

MOBILISATIONS

Les retraités déconfinent leurs luttes

Neuf syndicats appellent, ce mercredi, à plus de solidarité intergénérationnelle.

Ciblés par les mesures d'économies du début du quinquennat, attaqués par la réforme des pensions puis retenus cloîtrés chez eux ou dans leur Ehpad, les retraités peuvent en avoir gros sur le cœur. Voilà pourquoi l'intersyndicale (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR et Ensemble) a adopté, pour mot d'ordre de leur journée de mobilisation traditionnelle du 31 mars pour les retraites, la défense de la solidarité intergénérationnelle. Une soixantaine d'actions sont prévues ce mercredi, selon les restrictions sanitaires.

« L'âge est devenu un critère de discrimination »

« *Le vieillissement n'est plus considéré comme une chance, un progrès, mais comme un coût pour la société*, déplore ainsi Maud Giloux, de la CFE-CGC. *L'âge est devenu un critère de discrimination utilisé par les pouvoirs publics, pour l'accès aux soins ou légitimer l'isolement physique.* » Les organisations mobilisées craignent que l'argument du creusement de la dette liée au Covid ne serve d'alibi à de nouvelles baisses de pension. « *Un tiers des retraités survit déjà avec une pension mensuelle inférieure à 1 000 euros brut par mois* », rappelle Jean-Pierre Floret, de l'Union confédérale des retraités CGT.

« *Avec ou sans crise sanitaire, l'annonce d'une revalorisation au 1^{er} janvier dernier de 0,4 % des pensions est une véritable provocation!* » s'insurge-t-il. Le niveau des retraites est ainsi complètement décorrélé du coût de la vie : en douze ans, les prix ont augmenté de 13 %, selon l'Insee, tandis que les pensions brutes ont gagné moins de 7 % et que de nouveaux impôts (CSG, Casa) les grèvent.

En pleine pandémie et faute de sous, des personnes âgées ont dû résilier leur complémentaire santé ou quitter leur Ehpad pour partir vivre chez leurs enfants. Jamais reçus par le gouvernement, les syndicats de retraités rappellent une de leurs revendications phares : la hausse immédiate des pensions et leur indexation sur le salaire moyen.

À Paris, l'intersyndicale donne rendez-vous devant le ministère de la Santé pour dénoncer les suppressions de lits d'hôpitaux, « *l'extension des déserts médicaux et le cruel manque de personnel* », rappelle Marylène Cahouet, de la FSU. Pour rappeler aussi les 200 000 embauches nécessaires dans les Ehpad et les 100 000 autres pour l'aide à domicile. ●